



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transport et mobilités actives

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michelle CASSAR, Serge GUISEPPIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET

Transport et mobilités actives - Financement de la 5ème ligne de tramway - Avenant n°1 à la convention de financement entre l'Etat, l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est prononcée sur l'intérêt général de la réalisation de l'opération 5ème ligne de tramway. Puis, par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5ème ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération n°11959 du 29 octobre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a signé une convention de financement avec l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France (AFITF). Une subvention non actualisable de 31,42 M€ a été allouée dans le cadre du 2ème appel à projets en faveur des Transports urbains et de la loi de programmation n°2009-967 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, le Conseil de Métropole a réengagé la poursuite de l'opération de la 5ème ligne de tramway sur la section Nord de la ligne et a annoncé le lancement des études sur la partie Ouest afin de préserver le Parc Montcalm et d'engager une procédure modificative de la DUP. A l'issue de la phase de concertation qui s'est achevée en décembre 2018, un nouveau tracé a été défini entre le rond-point Fajon et la rue des Chasseurs. Par délibération n°2019-559, la Métropole a approuvé l'ouverture d'une enquête publique modificative de la ligne 5 de tramway et de mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier.

Ainsi, il est proposé la signature de l'avenant n°1 à la convention ayant pour objet de :

- Mettre à jour les caractéristiques du projet ;
- Confirmer le montant de la subvention qui ne peut être modifié ;
- Actualiser l'estimation du programme et ses délais d'exécution ;
- Mettre à jour le plan de financement prévisionnel, ainsi que les modalités et échéancier prévisionnel de versement de la subvention.

A date, aucun appel de fonds n'a été effectué sur la convention. La Métropole de Montpellier souhaite présenter une première demande avant la fin de l'année 2020. L'Etat a demandé à ce que la convention soit mise à jour au travers d'un avenant avant toute émission d'appel de fonds.

Le montant de la subvention accordé est inchangé. Il est plafonné à 31,42 M€ courants, soit 12,4 % de la dépense subventionnable.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet d'avenant n°1 de la convention de financement entre l'Etat, l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport et Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation de la ligne 5 du tramway ;
- d'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-145055-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.